

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Formations multi-niveaux en mathématiques

CH24.74

**Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
Service achats et commande publique
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Formations multi-niveaux en mathématiques
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Protection des données à caractère personnel	4
3.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	5
3.2 - Obligations du titulaire	5
3.3 - Exercice des droits des personnes concernées	5
3.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	5
3.5 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	5
3.6 - Fin du contrat et suppression des données	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
10 - Développement durable	7
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	7
12 - Pénalités	8
12.1 - Pénalités de retard	8
12.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
12.3 - Autres pénalités spécifiques	8
13 - Assurances	8
14 - Clause de réexamen	8
15 - Résiliation du contrat	10
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	10
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
16 - Clauses techniques	10
16.1 - Population concernée	10
16.2 - Modalités d'organisation et de fonctionnement des formations	11
La prestation devra inclure :	12
16.3 - Organisation des prestations de formation	12
16 - Règlement des litiges et langues	12
17 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Formations multi-niveaux en mathématiques

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les devis et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'ENSAM a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

3.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ENSAM les données à caractère personnel strictement nécessaires à la gestion des formations en mathématiques. Ces données incluent :

- Les listes des étudiants inscrits aux formations ;
- Les feuilles d'émargement ;
- Les résultats et évaluations des étudiants ;
- Les rapports de suivi de la formation.

3.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les finalités du présent marché et conformément aux instructions de l'ENSAM ;
- Garantir la confidentialité des données traitées ;
- Veiller à ce que seules les personnes habilitées aient accès aux données ;
- Mettre en place des mesures de sécurité appropriées pour protéger les données contre tout accès non autorisé, perte ou divulgation.

Si le titulaire considère qu'une instruction de l'ENSAM constitue une violation du RGPD ou d'une autre législation applicable, il en informe immédiatement l'ENSAM.

3.3 - Exercice des droits des personnes concernées

Lorsque les étudiants ou toute personne concernée exercent un droit d'accès, de rectification ou d'effacement de leurs données auprès du titulaire, ce dernier doit transmettre la demande dès réception à l'ENSAM par courrier électronique à dpo@ensam.eu

3.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à notifier à l'ENSAM toute violation de données dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par email à dpo@ensam.eu

Cette notification devra inclure :

- La nature de la violation et les catégories de données concernées ;
- Le nombre approximatif de personnes touchées ;
- Les conséquences probables de la violation ;
- Les mesures prises pour remédier à la situation.

Si la violation présente un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées, l'ENSAM pourra demander au titulaire de les informer directement.

3.5 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Garantir la confidentialité et l'intégrité des données traitées dans le cadre du marché ;
- Limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- Assurer la sécurité des supports contenant les données (physiques et numériques) ;
- Détruire les données à caractère personnel dès qu'elles ne sont plus nécessaires aux finalités du marché.

3.6 - Fin du contrat et suppression des données

À la fin du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel collectées ou à les restituer à l'ENSAM sur demande.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés semestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753472000010

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

ENSAM - Campus de Châlons-en-Champagne
Rue Saint Dominique
51006 Châlons-en-Champagne Cedex

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100€, par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 7 jours, par dérogation à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

12.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Pénalités pour retard de tout document nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre	Forfaitaire	100,00 € HT par absence
Non agrément du pouvoir adjudicateur de la sous-traitance proposée	Forfaitaire	200,00 € HT par constat

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

14.1 - Clauses de variation des prix du BPU

La formule de révision prévue à l'article 5.2 dudit cahier et ses paramètres sont modifiés dans les cas suivants :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul ;
- si le titulaire est confronté à des circonstances imprévues et que la formule initiale ne permet pas à ce dernier d'exécuter les prestations dans des conditions normales. Le cas échéant, une formule de révision adéquate peut être proposée par les deux parties pour y remédier.

Le titulaire peut également communiquer à l'ENSAM par tous moyens, le pourcentage d'augmentation qu'il souhaiterait appliquer, et ce, au moins deux mois avant la date prévue pour l'application de ce pourcentage. L'ENSAM disposera à réception, d'un délai d'un mois pour se prononcer sur son acceptation ou son refus de tout ou partie de la proposition.

Dans l'hypothèse où aucun accord sur les solutions proposées n'aboutirait, l'ENSAM dispose de la faculté de prononcer la résiliation de plein droit autre que pour faute du titulaire, et ce sans indemnité.

14.2 - Clauses de modification du périmètre des prestations

L'ENSAM se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles, météorologiques ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

14.3 - Modifications relatives aux titulaires

14.3.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service juridique de l'ENSAM par écrit à l'adresse suivante : marches@ensam.eu

Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

14.3.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

14.3.3 - Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°.

Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Clauses techniques

Présentation du contexte :

Le présent accord-cadre a pour objectif de définir les modalités de mise en place d'enseignements en mathématiques exclusivement en présentiel, destinés aux étudiants.

Ces enseignements, dispensés par des intervenants spécialisés, visent à accompagner les étudiants dans l'acquisition et l'approfondissement des compétences mathématiques nécessaires à leur parcours académique.

La formation sera adaptée aux différents niveaux des apprenants, déterminés par un test de positionnement initial, et permettra d'assurer un enseignement structuré et progressif, en cohérence avec les exigences pédagogiques des programmes concernés.

16.1 - Population concernée

Cette formation, dispensée exclusivement en présentiel, s'adresse aux étudiants de l'établissement sur le campus de Châlons-en-Champagne.

Les apprenants concernés par ces enseignements sont les étudiants inscrits dans les parcours suivants :

- Programme Bachelor de Technologie - niveaux L1, L2, L3 ;
- Programme Ingénieur de Spécialité (PIS) - niveaux L3, M1, M2.
- Programme Grande École (PGE) - niveaux L3, M1, M2 ;

16.2 - Modalités d'organisation et de fonctionnement des formations

16.2.1 - Profils des intervenants

Le titulaire apporte toute sa maîtrise et son savoir-faire dans la sélection des intervenants chargés d'assurer les enseignements en mathématiques. Ceux-ci sont des spécialistes de la discipline ainsi que dans l'animation des formations pour adultes. Ils doivent justifier notamment des qualifications nécessaires dans ledit domaine. Ils disposent d'une expérience professionnelle et de qualités pédagogiques adaptées à la nature du besoin.

Les intervenants devront justifier d'un niveau master, d'un doctorat, et/ou d'une agrégation, ou d'un niveau équivalent.

Le titulaire devra disposer d'un vivier d'intervenants maîtrisant les différentes thématiques mathématiques couvertes dans les programmes concernés. Le campus dispose de sa propre organisation dans la gestion des emplois du temps pour les formations en mathématiques. Ainsi, le campus étudiera la proposition faite par le titulaire afin de s'assurer de sa compatibilité avec son calendrier.

Les intervenants affectés par le titulaire aux enseignements du présent accord-cadre sont ceux qui auront été identifiés et désignés dans sa proposition de service. Chaque intervenant devra être présenté avec un curriculum vitae détaillé (diplômes, compétences, expériences...).

Ainsi, le titulaire s'engage à maintenir en place les intervenants désignés dans sa proposition de service pendant toute la durée d'exécution du contrat, sauf en cas de force majeure (maladie, décès...) ou de rupture définitive du contrat de travail.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer par écrit l'ENSAM aussitôt qu'il en aura connaissance. Il doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment au regard de la planification des sessions de formation.

En cas de maladie, le titulaire s'engage à désigner un remplaçant sous 72 heures et à veiller à ce que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

En cas de démission ou de licenciement, il s'engage à faire intervenir un remplaçant sous le même délai mentionné *supra*.

En somme, tout changement d'intervenants en cours d'exécution pour les motifs mentionnés ci-dessus devra être compensé par un profil justifiant d'une expérience et d'une expertise au moins équivalentes à celles proposées dans l'offre du titulaire.

16.2.2 - Objectifs du dispositif

Le titulaire devra :

- Fournir un enseignement en mathématiques permettant aux étudiants d'acquérir et de consolider leurs compétences, en adéquation avec leur niveau et leur programme de formation ;
- Mettre à disposition les moyens pédagogiques nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en début de formation ;
- Assurer une organisation compatible avec les contraintes pédagogiques et logistiques du campus de Châlons-en-Champagne, en intégrant les créneaux horaires définis par l'établissement ;
- Proposer un format de prestation adapté au volume horaire et aux attentes académiques, garantissant un apprentissage progressif et efficace.

16.2.3 - Contenu de la prestation

Le prestataire devra proposer différents outils pédagogiques et méthodes d'enseignement garantissant l'acquisition et la maîtrise des compétences mathématiques, en fonction des niveaux des étudiants.

Ces enseignements devront donner lieu à évaluations (notes comprises entre 0 et 20).

La prestation devra inclure :

- Un parcours de formation, aligné avec les syllabus et avec les objectifs pédagogiques des programmes de formation concernés ;
- Une évaluation individuelle des étudiants de type contrôle continu permettant à l'étudiant de mesurer sa progression, qui doit comporter des épreuves écrites et qui peut être complétée par des devoirs à rendre et des évaluations orales ;
- La mise à disposition des étudiants, sur la plateforme pédagogique de l'ENSAM, de supports de formation qualitatifs comprenant des exercices corrigés et des exercices pouvant être réalisés en autonomie
- Une session de revalidation pour tous les apprenants n'ayant pas atteint les conditions de revalidation automatique sera organisée par le prestataire le cas échéant.
- Une participation au jury du campus ou a minima une recommandation du formateur au jury de campus pour tous les élèves n'ayant pas atteint les conditions de validation automatique après la session de revalidation.
- Un suivi effectif de l'assiduité des étudiants aux séances d'enseignement

16.3 - Organisation des prestations de formation

Le prestataire indiquera les objectifs de la formation, le contenu proposé, la durée, les méthodes, moyens et documents pédagogiques qui composeront les actions de formation.

Le prestataire indiquera dans sa réponse son mode d'organisation et de mise en œuvre des formations : nombre minimum de stagiaires pour maintenir la session, délais d'envoi des documents d'inscription, conditions et délais d'annulation pour les deux parties, délais d'envoi des documents post-formation (supports de formations dématérialisés, attestation, feuille d'émargement etc.).

Le prestataire détaillera dans sa proposition le dispositif d'évaluation (méthode et moyens utilisés) qu'il entend proposer pour les formations.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services